Dire non à l'austérité dans la Constitution

Par Les invités de Mediapart

Article publié le vendredi 29 juillet 2011

Attac, le PCF, l'Union syndicale Solidaires, la fondation Copernic, le Parti de gauche... **Une quinzaine de partis et associations** lancent sur Mediapart un appel contre l'inscription dans la Constitution de l'objectif de l'équilibre budgétaire.

L'Union européenne et les gouvernements utilisent les dettes publiques pour imposer aux peuples d'Europe une véritable purge sociale. Alors que les banques et autres opérateurs financiers n'en finissent pas de spéculer sur les dettes publiques, il faudrait que ce soit les populations qui payent une crise dont les marchés financiers sont les premiers responsables et uniques bénéficiaires.

C'est pour cela que les gouvernements de l'Union, la Commission et le Parlement européen, avec la participation active de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international, veulent imposer une nouvelle gouvernance économique asservie à la finance avec pour objectif de mettre sous surveillance accrue les budgets nationaux, de durcir les sanctions contre les Etats en cas de déficit dit excessif et de réduire les dépenses publiques.

Le pacte «euro plus» utilisait déjà la crise de la dette pour imposer l'austérité, la baisse des salaires, des pensions et des retraites, la diminution du nombre de fonctionnaires, la flexibilité du travail, le recul de l'âge du départ en retraite, la casse des systèmes de protection sociale, tout en réduisant les pouvoirs des organisations syndicales. Le tout, au seul bénéfice des actionnaires des grandes sociétés et du système financier international! Une mesure déjà prise, le «semestre européen», vise à soumettre au Conseil et à la Commission les budgets des Etats avant même qu'ils soient débattus par les parlements nationaux.

Pour essayer de verrouiller totalement ce montage, les gouvernements européens veulent intégrer dans la loi fondamentale des Etats l'objectif de l'équilibre budgétaire, ce que Nicolas Sarkozy appelle «la règle d'or». Stupide économiquement –que se serait-il passé si cette règle avait été appliquée au moment de la crise financière où les Etats ont renfloué les banques–, cette proposition est une agression contre la démocratie, car les politiques économiques seraient ainsi totalement soustraites au débat politique et à la décision citoyenne. Une telle disposition, adoptée par les parlementaires des deux chambres, ne doit pas être intégrée dans la Constitution française comme le veulent le président de la République et l'Union européenne.

Les citoyens et les citoyennes ne doivent pas payer les dettes qui sont le résultat de la soumission des Etats aux marchés financiers. Ces dettes sont illégitimes et les peuples ne doivent pas en faire les frais. Il faut exiger aujourd'hui un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques. Dans l'immédiat, les organisations signataires appellent les citoyennes et les citoyens, leurs organisations associatives, syndicales et politiques à se mobiliser contre la constitutionnalisation de l'austérité et les parlementaires à voter contre ce texte si Nicolas Sarkozy osait malgré tout convoquer le Parlement en congrès à Versailles.

ATTAC, CGT-Finances, FASE, FILPAC-CGT, Fondation Copernic, GU, Les Alternatifs, Marches européennes, MPEP, NPA, PCF, PCOF, PG, République & Socialisme, Union syndicale Solidaires